

Julius Dihstelhoff, Rachid Ouaisa et Thomas Richter

Réimaginer le Maghreb : A la rencontre d'une région autonome en mouvement

MECAM Papers | Number 07 | July 5, 2024 | <https://dx.doi.org/10.25673/116446> | ISSN: 2751-6482

Le Maghreb a été façonné et influencé par des puissances et des forces extérieures dans la plupart des épisodes de son histoire récente. En tant qu'espace dynamique en mouvement, cette région du monde n'en est qu'au début d'un long processus de définition de son rôle autonome pour l'avenir.

- Par le passé, le Maghreb a été confronté à des tensions internes dues à de graves disparités, ainsi qu'à des liens externes complexes avec les régions avoisinantes. Il importe de tenir compte de ces tensions pour appréhender les processus de transformation contemporains et les dynamiques futures.
- Si les pays du Maghreb présentent des traits historiques distincts, les points communs tels que la langue, la religion et le vécu historique sont nombreux. Depuis les soulèvements arabes de 2010–2011, les sociétés maghrébines ont dû faire face à des défis communs tels que la transition des économies de rente et de l'autoritarisme, les questions de justice et d'égalité, et la gestion des crises identitaires.
- Les dynamiques dans la région du Maghreb – et notamment en Algérie, au Maroc et en Tunisie – consécutives aux soulèvements arabes empruntent des trajectoires clés : transformations sociales et politiques, défis économiques et « New Deal », visions de l'unité et de la mobilité, défis géopolitiques et perspectives régionales en matière de politique étrangère.
- Ces changements se traduisent par une approche plus critique de la part des universitaires. La recherche contemporaine vise à enrichir le dialogue en intégrant des perspectives diverses et en remettant en question les paradigmes centrés sur l'Occident, tout en prônant la justice épistémique.

CONTEXTE

Partant de sa thématique centrale intitulée « Imaginer le future – Faire face à la disparité », le MECAM, le Centre Merian des Etudes Avancées au Maghreb, sis à Tunis, entend jouer un rôle de premier plan dans l'amélioration de la production actuelle et future de connaissances en sciences humaines et sociales au sein, à partir et à propos du Maghreb.

LE MAGHREB AUTONOME

Le Maghreb, communément désignant en Arabe « le pays du soleil couchant », représente une région d'échanges et d'hybridité entre divers espaces culturels, économiques, géographiques, politiques et religieux à l'intersection de l'Afrique, de l'Europe et du Moyen Orient.¹ Selon la plupart des définitions contemporaines, il s'agit de l'Algérie, de la Libye, de la Mauritanie, du Maroc et de la Tunisie. Bien que la localisation de ces pays en Afrique du Nord soit avantageuse d'un point de vue géostratégique, le Maghreb est souvent considéré comme une périphérie multiple – ayant toujours été une zone de projection de puissance extérieure jusqu'à aujourd'hui (par exemple Galissot 2000). Toutefois, cette conception courante ignore dans une large mesure les dynamiques autonomes qui se déroulent au sein même du Maghreb, y compris les effets transrégionaux qui en découlent (Dirèche et Ouaisa 2021 : 35).

Au cours de l'histoire, la condition singulière du Maghreb a été le produit des tensions profondes existant entre ses écarts culturels, linguistiques, économiques et politiques internes, d'une part, et ses nombreux liens et interdépendances avec les régions environnantes, d'autre part. Toute analyse pertinente, qu'elle relève des sciences humaines ou des sciences sociales, doit tenir compte de ces sources de friction. Elles constituent les points de départ structurels des processus de transformation contemporains et impliquent de ce fait des conditions préalables importantes pour les dynamiques futures (Dirèche et Ouaisa 2021 : 35).

Si les pays du Maghreb se différencient nettement par leurs particularités historiques et la complexité de leurs systèmes politiques, ils partagent toutefois un patrimoine commun qui comprend la langue, la religion, une identité culturelle arabo-berbère, un environnement géoclimatique et des expériences historiques comparables. Au moins depuis le début des révoltes arabes de 2010–2011, les sociétés maghrébines sont de plus en plus confrontées à un certain nombre de défis communs, notamment le passage d'une économie rentière à une économie productive ; la transition démocratique et les questions de justice et d'égalité ; la gestion des crises identitaires (Dirèche et Ouaisa 2021 : 35) et le réautoritarisme. Néanmoins, la définition du Maghreb comme région ayant ses propres spécificités doit toujours être traitée avec prudence. Comme le souligne Laroui (2012 : 23) : « [T]outes ces unités historiques sont le résultat de l'Histoire. (...) Viennent les historiens et les analystes bien plus tard et ils veulent à tout prix prouver que cette unité n'était pas le fruit du hasard, qu'elle était nécessaire, inéluctable ».

RÉIMAGINER LE MAGHREB

Dans le cadre des « Area Studies »² (études régionales), la réflexion sur un Maghreb autonome soulève une question cruciale quant à sa conception précise. Une question qui renvoie à une tension permanente dans la discussion autour du sujet évoqué : Le Maghreb doit-il être considéré comme une région, une sous-région ou une inter-région ? Pour répondre à cette problématique, il faut se concentrer sur deux éléments de base : premièrement, un examen minutieux des identifications historiques, économiques, culturelles et géopolitiques distinctives associées à la région, et deuxièmement, l'adoption d'une optique théorique plus large pour obtenir des aperçus plus exhaustifs. Les différentes

1 Une part importante des développements substantiels contenus dans ce présent article de MECAM provient du chapitre introductif intitulé « Le Maghreb en mouvement » rédigé par Karima Dirèche et Rachid Ouaisa dans le cadre de l'anthologie *Entanglements of the Maghreb : Cultural and Political Aspects of a Region in Motion* (Dihsteihoff et al. 2021).

2 Le débat sur les « Area Studies » tourne autour de questions telles que l'équilibre approprié entre le régionalisme et l'universalisme (c'est-à-dire entre les approches régionales et mondiales), l'intégration de diverses disciplines, les perspectives postcoloniales, la dynamique interculturelle et la pertinence à la lumière des changements mondiaux. Ce débat porte sur l'équilibre entre les nuances régionales et les concepts universels, les frontières entre les disciplines, l'évitement des points de vue eurocentriques, l'accent mis sur les connexions transnationales et la question de savoir comment les études régionales peuvent conserver leur pertinence dans un contexte de ressources limitées et de priorités géopolitiques changeantes. Dans ce contexte, le travail récent de Bank et Busse (2021) peut être perçu comme un plaidoyer contemporain en faveur de la prise en compte de ces aspects dans le domaine des études régionales, en particulier au niveau de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA).

terminologies employées, telles que « Maghreb », « Occident musulman », « Afrique du Nord » ou « Sud de la Méditerranée », soulignent la nature complexe du sujet à l'étude, tout en mettant en lumière les dynamiques compliquées du pouvoir politique qui entrent en jeu dans son discours constitutif – comme le reflète, par exemple, l'article d'El Guabli de 2021 intitulé « Where is the Maghreb ? Theorizing a Liminal Space » (« Où est le Maghreb ? Théorisation d'un espace liminaire »).

- Le terme (arabe) « Maghreb » indique l'inclusion dans le monde arabe. Il est le pendant de « Mashreq », le point où le soleil se lève (Wehr 1968 : 426). Utilisé pour la première fois au Moyen Âge, ce terme désignait les régions situées à l'ouest de l'Égypte. Comme le montrent les travaux du géographe Muhammad Ibn Ahmad al-Muqaddasi, né à Jérusalem en 947 après J.-C., sous la domination islamique (du VIIe au XVe siècle), le Maghreb englobe non seulement les territoires d'Afrique du Nord, mais aussi la Sicile, la péninsule ibérique, ainsi que les îles Baléares et les îles Canaries (Lafi 2016 : 4). Il est important de noter qu'une certaine perspective géographique, arabocentrique, est déjà incluse dans les désignations respectives. Bien que les Arabes représentent une proportion non négligeable de la population maghrébine, ils ne constituent toutefois qu'un groupe socioculturel parmi d'autres.
- L'utilisation de l'expression « Occident musulman » souligne l'appartenance de la région au monde musulman. Cependant, ce terme omet en quelque sorte la longue histoire du Maghreb en tant qu'espace partagé par les juifs, les musulmans et les chrétiens. Avant les premières conquêtes islamiques, la plupart des Amazighs appartenaient à la foi chrétienne ou juive ; même après l'islamisation du Maghreb, une importante population juive a continué à y résider. La communauté juive n'a sensiblement diminué qu'aux XIXe et XXe siècles, en raison du colonialisme européen au Maghreb et de la création de l'État d'Israël.
- En apposant la mention « Afrique du Nord », c'est l'histoire de la région en tant qu'ancienne colonie qui est mise en exergue. Le nom « Afrique » désignait à l'origine une province romaine située dans l'actuelle Tunisie et a ensuite été adopté pour signifier l'ensemble du continent. En même temps, le terme souligne le rattachement de la région à ce continent. En tant que construction géographique, historique et anthropologique, le Maghreb s'est trouvé isolé par les théoriciens du colonialisme français, tant en Afrique qu'au Moyen-Orient. Il est crucial de reconnaître, comme Hannoum (2021) nous le rappelle à juste titre, que le positionnement du Maghreb en tant que région distincte est intrinsèquement une invention coloniale et française. Dans leurs classifications respectives, les Romains et les Arabes distinguaient l'Égypte de l'Afrique/*Ifriqia*. Cependant, aucune des deux parties n'a explicitement formulé l'idée d'une Afrique « blanche » par opposition à une Afrique « noire » – cette notion étant apparue bien plus tard, initiée par le géographe Emile-Félix Gautier et reprise plus tard par l'historien Charles-André Julien. Dans le contexte de la lutte décoloniale, il est possible d'affirmer que le Maghreb représente un concept étroitement lié à la décolonisation. La solidarité maghrébine a émergé contre la volonté de la puissance coloniale pendant la guerre d'Algérie. C'est dans ce contexte historique que nous devons considérer le Maghreb non seulement comme une entité géographique, mais aussi comme une construction dynamique et évolutive ayant de profondes implications pour le discours décolonial.

La complexité de la définition du « Maghreb » a été résumée de manière stimulante par le penseur marocain Abdellah Laroui. Il affirme que le Maghreb des peuples simplement n'existe pas : si l'idée même de Maghreb a émergé, elle ne serait le fait que d'une petite élite

et ne correspondrait à aucune réalité sociologique (Laroui 2012 ; Dirèche et Ouaiassa 2021 : 36). El Guabli (2021 : 36) explique davantage la position de Laroui :

Laroui a raison, bien que tardivement, de faire allusion au fait qu'une conceptualisation descendante du Maghreb a réduit les autres groupes au silence et a effacé leurs points de vue. Il reconnaît ainsi, bien qu'indirectement, l'affirmation selon laquelle les Imazighen [le peuple amazigh, communauté autochtone d'Afrique du Nord] n'ont jamais eu le choix de décider de l'avenir de leur patrie. Leur conception de la géographie et de l'Etat n'a jamais été retenue.³

En outre, il souligne la position du Maghreb comme étant un « espace entre les espaces » (El Guabli 2021 : 34), c'est-à-dire entre différents continents et cultures, englobant ainsi divers éléments linguistiques, ethniques, religieux et esthétiques. Sur un plan historique, l'idée moderne du Maghreb trouve son origine dans la lutte armée pour la libération nationale menée dans les trois pays d'Afrique du Nord sous domination coloniale française : L'Algérie, le Maroc et la Tunisie. Le « Maghreb arabe » est un concept révolutionnaire créé en 1948 par un groupe de dirigeants nationalistes vivant en exil au Caire. Les tentatives d'unité maghrébine ont d'abord été entreprises dans le domaine économique. En 1964, le Comité consultatif permanent du Maghreb a été créé à Tunis, inspiré du modèle de la Communauté économique européenne, dans le but d'harmoniser les politiques énergétiques, minières et industrielles des Etats en vue de créer un marché commun maghrébin. Cependant, ces efforts, malgré leur potentiel important, n'ont débouché que sur de maigres résultats. La signature du traité de l'Union du Maghreb arabe (UMA) le 17 février 1989 à Marrakech, également par la Libye et la Mauritanie, a relancé le concept d'un espace économique commun (El Guabli 2021 : 35). En revanche, le terme de « Maghreb arabe » a fait l'objet de nombreuses critiques, notamment de la part des Amazighs, car il s'agit d'un concept d'exclusion ethnique et linguistique (Bennis 2009 : 2). Depuis la colonisation, la conséquence politique concrète de cette situation est que le territoire historique du peuple amazigh a été disséqué par les frontières des Etats. Cela a considérablement restreint leur liberté de mouvement (Aherdan 1995).

Repenser le Maghreb en tant que région en prêtant attention à ses dynamiques autonomes requiert par conséquent d'étudier les divers enchevêtrements, échanges et mobilités qui le caractérisent en tant qu'espace. Il convient donc non seulement de s'intéresser à ses structures internes, mais également de mettre en lumière ses relations avec l'Afrique, l'Orient arabe et l'Europe. Malgré sa centralité géopolitique, une histoire marquée par de grands empires et des civilisations prestigieuses, ainsi que des métissages culturels et religieux, le Maghreb reste toujours enfermé et représenté comme faisant partie d'une « triple périphérie » (Dirèche et Ouaiassa 2021 : 36).

D'une part, le Maghreb est un espace d'influence pour de multiples concurrents extérieurs. Il est marqué par le fait d'avoir été le théâtre de conquêtes par de puissantes civilisations et est donc considéré comme dépourvu d'identité historique endogène. En ce sens, le Maghreb est condamné à exister comme objet et non comme agent de l'histoire (Willis 2012). Ensuite, le Maghreb est également largement marginalisé dans le paysage de la recherche européenne – à l'exception de la France – quant à son histoire, ses dynamiques et ses développements futurs. En Allemagne, l'Afrique du Nord est restée pendant longtemps un objet de recherche exclusif pour les « études romanes », en raison de la pénétration coloniale et de l'importance du Français en tant que langue académique dans les pays du Maghreb, tandis que les « études orientales » classiques réputées – lorsqu'elles étudiaient les civilisations orientales – s'intéressaient presque exclusivement au Mashreq

³ Traduit par la traductrice à partir de l'original français : « Laroui is, albeit belatedly, right to allude to the fact that a top-down conceptualization of the Maghreb silenced other groups and erased their views. He thus recognizes, although indirectly, the claim that Imazighen [the Amazigh people, North Africa's indigenous community] were never given a choice to decide the future of their homeland. Nor was their conception of geography and statehood ever taken into consideration. »

et à la Péninsule arabique. De même, les travaux universitaires contemporains sur la région MENA sont historiquement dominés par les études arabes ou islamiques. Dans le même ordre d'idées, les sciences sociales allemandes ne s'intéressent que marginalement à la recherche sur le Maghreb ; jusqu'aux années 1980, la région était simplement incluse dans les études sur le « tiers monde » – c'est-à-dire les pays aujourd'hui communément appelés « le Sud global » (*Global South*) (Dirèche et Ouaisa 2021 : 37).

LE MAGHREB EN MOUVEMENT

Le printemps arabe a été marqué par le renversement de certains des dictateurs les plus anciens de la région et par les grandes protestations populaires de 2010–2011 qui ont débuté en Tunisie. Les soi-disant soulèvements arabes ont mis en lumière les disparités sociales existant dans tous les pays du Maghreb et ont entraîné un certain nombre de changements : réformes politiques, turbulences économiques et augmentation de l'activisme et des manifestations. Cette contestation – qui se poursuit également plus récemment dans le *hirāk* algérien qui a débuté en 2019 – est à bien des égards l'expression de la faillite des grands récits d'une société homogène, fondés sur des notions telles que le nationalisme arabe ou l'islamisme. Ces dissidences signent la fin des utopies collectives et éducatives promettant des sociétés égalitaires, justes et prospères.

Dès lors, les protestations au sud de la Méditerranée ont donné libre cours à une multitude d'utopies individuelles bien éloignées de l'holisme national. Les ressorts des récentes vagues de mobilisation sociale ont permis l'émergence de nouvelles réalités politiques et sociales provisoires, à l'opposé des représentations internes et externes de stagnation ou d'homogénéité. Les répertoires d'action impliqués ici s'inscrivent dans une longue tradition de résistance propre au Maghreb depuis l'époque coloniale (Dirèche et Ouaisa 2021 : 37–38). Globalement, les événements de 2010 et 2011 ont provoqué une « accélération » de l'histoire et déclenché une vague de changements politiques profonds dans la région avec, certes, des résultats variables (Rosiny et Richter 2016).

a) Les transformations politiques et sociales en cours

Les transformations qui se produisent aux niveaux nationaux sont susceptibles de remettre en cause l'équilibre social et, par la suite, l'équilibre politique établis. Les sociétés du Maghreb connaissent un remaniement rapide qui bouleverse les croyances, les relations et les structures sociales enracinées. L'accès à l'information et à l'éducation, combiné à l'hégémonie actuelle de la démocratie et des droits de l'homme en tant que normes mondiales, a profondément modifié les attentes sociales des gens. L'aspiration au changement dans l'ère post-soulèvement arabe est substantielle et contient, en son cœur, la demande de participation et de représentation par le bas. Les organisations de la société civile, qui étaient pratiquement inconnues jusqu'en 2011, ont maintenant montré leur force et leur capacité à contribuer de manière dynamique aux transitions sociales, environnementales et économiques en cours (Dirèche et Ouaisa 2021 : 38).

Les grandes révoltes qui ont secoué les pays du sud de la Méditerranée en 2011 ont également mis la question de la pluralité ethnique et linguistique des sociétés maghrébines au centre des revendications populaires. Ainsi, la question amazighe a refait surface dans le cadre d'une conception juridique et politique de la pluralité nationale qui honore l'héritage ancestral de ce peuple (y compris sa langue « africaine »). De même, les questions de diversité religieuse, culturelle et ethnique ébranlent les fondements des régimes politiques et des entités étatiques fondés sur les idées du nationalisme arabe depuis l'indépendance. En renégociant des modèles identitaires hétérogènes, complémentaires et concurrentiels, les sociétés concernées tentent de conquérir de nouveaux espaces d'action politique et de nouveaux droits (Dirèche 2019 ; Dirèche et Ouaisa 2021 : 42).

Les changements en cours, tant au niveau national que régional, sont ancrés dans un paysage paradoxal où le conservatisme, la religiosité et les aspirations à la liberté individuelle sont étroitement imbriqués. Depuis son émergence au cours des années 1980, l'islamisme est devenu une dimension fondamentale de la réalité culturelle et politique locale (Dihstehoff et Lohse 2020). La religiosité et le conservatisme (principalement alimentés par les pratiques de l'islam politique) n'ont pas entravé les processus de sécularisation de la société. Cet aspect s'exprime dans l'aspiration croissante aux droits de l'homme individuels et aux libertés sociales, tels que les droits des femmes, l'interdiction du mariage des mineurs, l'égalité en matière d'héritage, la dépénalisation de l'homosexualité, la liberté de conscience et la reconnaissance des enfants nés hors mariage. Cette évolution est commune à toutes les sociétés du Maghreb, mais elle s'exprime souvent par un ensemble de tensions parfois très violentes entre les forces religieuses et patriarcales, d'une part, et les aspirations et les revendications pour plus de liberté et de droits, d'autre part (Dirèche et Ouaiassa 2021 : 39 ; Gobe et Chouikha 2015). Néanmoins, il ne faut pas oublier que les groupes islamistes et les musulmans conservateurs se réclament également du féminisme (United Nations Development Programme 2020). Par conséquent, nous devons toujours analyser les idées qui sous-tendent les différentes interprétations du féminisme. Les questions qui doivent être examinées sont, par exemple, les suivantes : De quelle forme d'égalité parle-t-on dans une interprétation laïque de la répartition égale des héritages, par opposition à une interprétation islamique ? Quels sont les contextes historiques et sociaux sous-jacents aux concepts clés ? En outre, la religiosité et le désir de liberté individuelle ne doivent pas nécessairement être opposés l'un à l'autre ; au contraire, ils peuvent être des approches enchevêtrées, ce qui se traduit par exemple par des mouvements féministes islamiques ainsi que par des interprétations individuelles et libérales de la loi islamique. Par conséquent, comme nous l'avons indiqué, des revendications prétendument laïques peuvent également résulter de nouvelles interprétations et lectures dans des contextes religieux.

Au-delà du cadre national, de nouvelles configurations géopolitiques sont apparues entre-temps. Les pays européens et les Etats-Unis, qui étaient les acteurs extérieurs traditionnels de la région, sont aujourd'hui concurrencés par de nouveaux acteurs tels que la Turquie et certains Etats arabes du Golfe. En outre, divers acteurs non étatiques, notamment des groupes djihadistes transnationaux, sont entrés dans l'arène politique, bouleversant les relations et proposant un nouvel ordre géopolitique régional. L'échec du projet du Grand Maghreb ou UMA a laissé place, depuis au moins deux décennies, à une course effrénée entre les pays du Maghreb pour conclure de nouvelles alliances sécuritaires et économiques avec les acteurs régionaux respectifs (Dirèche et Ouaiassa 2021 : 38).

b) La question économique et le New Deal

Dans les économies dominées par les rentes, c'est-à-dire par un surplus de processus d'échange économique qui ne nécessitent pas le réinvestissement du capital orienté vers le marché, les ressources financières ne sont pas forcément utilisées de manière productive. Dans de tels contextes, la main-d'œuvre est typiquement détachée de la productivité pour être utilisée au lieu de cela afin de maintenir le clientélisme. Malgré un optimisme prudent dans certains secteurs, les économies du Maghreb continuent d'être dominées par ce que Hartmut Elsenhans (2001) appelle la « marginalité structurelle ». Un travailleur marginal est un travailleur qui coûte plus que ce qu'il peut produire et qui opère donc dans le cadre d'un contrat social précapitaliste. Les travailleurs marginaux ne peuvent pas faire valoir leurs propres intérêts en mobilisant leurs pairs. S'ils le font, ils peuvent être immédiatement remplacés par un ancien chômeur. Par conséquent, les travailleurs marginaux sont liés à leurs donneurs d'ordre, qui sont souvent des figures de proue de leur

famille, de leur clan, de leur village, de leur région et/ou de leur communauté religieuse. Typiquement, les travailleurs marginaux sont principalement employés sur la base de *wāsiṭa* (« népotisme ») et de *ʿaṣabīya* (« esprit de clan »). La plupart des classes moyennes du Maghreb appartiennent à cette catégorie de salariés. Leur existence en tant que telle est due aux structures politiques et économiques informelles qui prévalent dans les sociétés respectives. Ils ne sont pas orientés vers la recherche de la concurrence et du profit par le biais du marché au sens wébérien, mais sont plutôt obligés de négocier en permanence avec les détenteurs du pouvoir et ainsi de dépendre de leur bonne volonté (Henni 1993).

Interroger le paradigme économique existant au Maghreb équivaut à s'interroger sur les conditions d'émergence d'une nouvelle classe moyenne, porteuse d'un esprit démocratique. Cette cristallisation autour de l'importance de la question économique est clairement visible en observant le *hirāk* algérien ; cependant, elle était également remarquablement claire au Maroc au cours du printemps 2018 lorsque les citoyens ont commencé à boycotter trois grandes marques de produits ménagers (Afriquia, Danone et Sidi Ali) dans le but déclaré de protéger les droits et le pouvoir d'achat des consommateurs contre la cupidité et les marges bénéficiaires élevées des fabricants (Wippel 2023 : 70). La lutte contre la corruption et la demande d'économies productives comme source d'autonomie et de richesse sont au cœur de la conscience politique et militante contemporaine dans tout le Maghreb. Ce constat révèle qu'une transition d'une économie clientéliste vers une économie méritocratique est indispensable pour valoriser le travail comme force de négociation (Dirèche et Ouaiṣa 2021 : 39–40).

La libéralisation de l'économie, qui a commencé à la fin des années 1980, a coïncidé avec la montée des islamistes dans tout le Maghreb, ces deux résultats étant le fruit de l'échec des stratégies de développement menées par l'Etat depuis l'indépendance. Cependant, et à titre d'exemple, la liquidation des entreprises publiques ne doit pas être confondue avec une véritable transformation de l'économie et de la société vers les vertus du libéralisme politique. La privatisation n'a pas démantelé le cadre juridique protectionniste et interventionniste mis en place à l'époque postcoloniale et n'a pas non plus conduit à l'émergence de structures capitalistes véritablement concurrentielles. Alors que la privatisation économique n'a pas vu l'émancipation d'une classe de propriétaires de capitaux de l'emprise du régime en place, la concentration des licences de commerce et d'importation dans des mains privées a contribué à l'émergence d'un « capitalisme de copinage » (*crony capitalism*) (Henry et Springborg 2001 ; Diwan, Malik et Atiyas 2019). Ce capitalisme de copinage a jeté les bases d'un « New Deal » idéologique entre une classe nationaliste d'hommes d'affaires (qui se recoupe avec le régime en place) et cette nouvelle classe moyenne pieuse. L'objectif de cette coalition sociale est de former une alliance conservatrice, nationaliste et néolibérale. Compte tenu de ce contexte général et pour simplifier quelque peu l'argumentation, nous nous limiterons ici aux trois Etats centraux du Maghreb, à savoir l'Algérie, le Maroc et la Tunisie :

- En Algérie, Abdelaziz Bouteflika a été soutenu par une alliance hétérogène d'éléments traditionalistes et modernistes entre 1999 et 2019. Les membres de cette alliance ne partageaient ni un projet social commun ni une vision économique claire. Alors que le FLN (Front de Libération Nationale), regroupant des baathistes arabes, inspirait la nostalgie du passé, le RND (Rassemblement National Démocratique) prétendait représenter un nationalisme moderne. A ces deux partis sont associés le parti islamiste TAJ (Rassemblement de l'Espoir pour l'Algérie) et le parti laïc et moderniste MPA (Mouvement Populaire Algérien).
- Au Maroc, le parti islamiste PJD (Parti pour la Justice et le Développement), au pouvoir entre 2011 et 2021, a gouverné avec diverses alliances regroupant des partis politiques

de différentes tendances idéologiques, de la droite islamiste à la gauche socialiste. Soutenues par le *Makhzen* ou autrement dit l'appareil de la Cour royale, ces alliances ont collaboré à la mise en œuvre de programmes économiques néolibéraux (Hill 2011 ; Storm 2018).

- En Tunisie, un consensus entre des partis politiques aux idéologies différentes sur les divers processus de transformation du pays a émergé depuis la révolution de 2011 (Dihstelhoff 2018, 2019, 2023). Après le gouvernement de la troïka (2012–2014) et le dialogue national (2015), Nidaa Tounes (une alliance hétérogène qui comprend d'anciens opposants, des ministres du premier gouvernement post-révolution et des figures de l'ancien régime) et le parti islamiste Nahda ont établi un régime où le consensus est basé sur le partage du pouvoir et une orientation économique néolibérale.

c) Au-delà des frontières nationales : La vision de l'unité et la mobilité intra- et trans-Maghreb

Malgré les échecs multiples et les relances répétées de l'UMA en tant qu'organisation intergouvernementale, il existe encore aujourd'hui un espoir considérable qu'un Maghreb intégré puisse encore prendre forme – à l'instar de l'Union européenne, en étant basé sur les idées et les projets communs des citoyens, mais aussi en s'appuyant, à terme, sur les investissements et les échanges commerciaux. Selon cette vision, cet espace économique commun pourrait surmonter les structures enracinées façonnées par les rentes, en s'efforçant de créer une région productive, prospère, démocratique et unie, capable d'endiguer les maux contemporains communs tels que le chômage des jeunes, la fuite des cerveaux, l'immigration illégale et la corruption. Face aux écueils d'une intégration régionale ratée sur le plan institutionnel, une mobilité intra-maghrébine – largement invisible de l'extérieur – a commencé à émerger, porteuse d'espoir (Dirèche, Dusserre et Znaïen 2023 : 387). Cette intégration intrarégionale « silencieuse » s'est surtout manifestée dans le contexte des flux d'acteurs « ordinaires » tels que les étudiants, les travailleurs, les auto-entrepreneurs, les petits investisseurs et les travailleurs intellectuels, qui, en même temps, relie souvent aussi le Maghreb au reste du monde. Sans être remis en cause par la défaillance institutionnelle ou la rivalité des régimes en place, cet espace émergent d'un « Maghreb des Maghrébins » révèle l'existence d'un univers d'échanges, de création de richesses, d'emplois et d'ouverture sur les sociétés africaines notamment subsahariennes (Chena 2019).

Si l'identité mutuelle et l'imagination de ceux qui déterminent cet espace constituaient la base de l'émergence d'un Maghreb commun démocratique d'en bas, cela pourrait finalement constituer un contre-mouvement aux échecs de la coopération intergouvernementale et des réformes économiques antérieures (Dirèche et Ouassa 2021 : 42). Cependant, malgré l'ouverture observée de la région vers l'Afrique subsaharienne, les frontières entre l'Europe et le Maghreb sont simultanément renforcées, transformant ce dernier en une destination plutôt qu'un passage transitoire pour de nombreux migrants (El Guabli 2021 : 34). Sous la pression de l'UE, qui a externalisé son contrôle des frontières en partie vers les pays du Maghreb, des violations massives des droits de l'homme sont commises dans le sud de la Méditerranée. Pendant ce temps, les Etats du Maghreb mettent en œuvre des politiques sécuritaires lourdes qui font de la Méditerranée un lieu de rencontre à haut risque pour les migrants subsahariens et maghrébins qui tentent un passage clandestin vers l'Europe. Le détroit de Gibraltar, le canal de Sicile et la zone au large des îles Canaries ont été tragiquement transformés en tombeaux aquatiques depuis plus de deux décennies. La question de la libre circulation des personnes et des travailleurs au sein du Maghreb, mais aussi au-delà, est donc un enjeu majeur pour le développement de la région dans les décennies à venir (Dirèche, Dusserre et Znaïen 2023 : 395).

d) Relever les défis géopolitiques au Maghreb

La région méditerranéenne, et en particulier le Maghreb, est récemment devenue une arène de contestation géopolitique, marquée par divers défis stratégiques, de puissance et d'intérêt. Il s'agit notamment de la lutte contre les groupes terroristes, du trafic d'armes et de drogues et de la gestion des routes migratoires. La présence de structures étatiques instables et partiellement défailtantes dans des pays tels que la Libye et la région du Sahel ne fait qu'exacerber ces défis. Par conséquent, et outre la position avantageuse des pays du Maghreb en tant que lien entre trois régions du monde, leurs préférences en matière de politique étrangère sont diverses et influencées par de nombreux facteurs historiques, structurels et mondiaux (Ouaissa, 2023 ; Dirèche, Dusserre et Znaïen, 2023 : 5).

La sécurité énergétique et les énergies renouvelables constituent une dimension géopolitique essentielle. Le conflit entre la Russie et l'Ukraine a souligné l'importance du Maghreb pour la sécurité énergétique de l'Europe. L'Algérie, qui dispose d'abondantes ressources en gaz, est impliquée dans des projets de gazoducs cruciaux pour l'Europe. Le Maroc et la Tunisie ont tous deux un rôle clé à jouer dans le domaine des énergies renouvelables. La région, y compris le Sahara occidental, est riche en ressources minérales, ce qui la rend vitale pour la sécurité de l'Europe. Un autre facteur important est le conflit du Sahara occidental, qui façonne les orientations géopolitiques de l'Algérie et du Maroc. Le Maroc utilise les migrants comme levier contre les Etats européens, tandis que l'Algérie fait de même avec les exportations de gaz. La reconnaissance par les Etats-Unis de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental dans le cadre des Accords d'Abraham en 2020 a renforcé la position du Royaume, tandis que l'Algérie a obtenu un soutien encore plus important de la part de la Russie ces derniers temps. En outre, de nouveaux acteurs géopolitiques externes tels que la Chine, le Qatar, la Turquie et les Emirats Arabes Unis ont intensifié leurs efforts diplomatiques au Maghreb, en particulier depuis les soulèvements arabes et, plus récemment, à la suite de l'invasion massive de l'Ukraine par la Russie. L'instabilité politique, la crise économique et le sentiment néocolonial ont ébranlé les anciennes alliances géopolitiques et dynamiques de pouvoir, entraînant une perte d'influence constante de l'UE, et en particulier de la France, à la fois dans et sur le Maghreb. Plus précisément (Ouaissa 2023) :

- L'Algérie dispose de réserves considérables de gaz et de pétrole. Elle vise à jouer un rôle de premier plan au niveau régional et se tourne de plus en plus vers la Chine et la Russie en raison de difficultés internes. Elle est membre du Mouvement des non-alignés, le G77, ambitionne de devenir membre du groupe des cinq grandes économies émergentes que sont le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud (BRICS), et assure une forte présence militaire dans des conflits tels que ceux de la Libye, du Mali et d'autres pays de la région du Sahel. Toutefois, sa dépendance à l'égard des rentes pétrolières et gazières entrave les réformes politiques et économiques internes.
- Le Maroc a récemment adopté une nouvelle approche géopolitique caractérisée par la révision de ses alliances stratégiques traditionnelles et l'acceptation des Accords d'Abraham avec les Etats-Unis et Israël. Cela a contribué à l'isolement du pays dans la région. Le conflit du Sahara occidental reste un facteur central dans l'orientation diplomatique du Maroc. Tout en se concentrant sur l'influence économique et politique en Afrique, le Maroc a tiré profit de la guerre en Ukraine, en attirant de nombreuses entreprises internationales. Toutefois, les dynamiques de pouvoir internes autour du palais royal sont instables et la politique de normalisation avec Israël ne bénéficie pas d'un large soutien sociétal.

- La Tunisie, dont les ressources économiques sont limitées et qui connaît la fragilité de l'après-révolution, dépend fortement des fonds extérieurs. Bien que le pays n'ait pas de préférences claires en matière de politique étrangère, il continue à rechercher des liens plus étroits avec l'UE. La Tunisie tente d'éviter l'intervention du Fonds Monétaire International, ce qui explique la conclusion du récent accord sur les migrations en vue de parvenir à un partenariat stable avec l'UE. Le pays connaît des difficultés en raison de sa forte dépendance à l'égard des importations de denrées alimentaires, en particulier de blé, ce qui est particulièrement pertinent dans le contexte de la guerre en Ukraine.

LA CONTRIBUTION DU MECAM À L'AVANCEMENT DE LA PRODUCTION DE CONNAISSANCES AU SUJET DU MAGHREB

Le Maghreb connaît des transformations sociales et (géo)politiques rapides. Les anciens idéaux du nationalisme arabe et la désillusion qui les accompagnait ont cédé la place à des appels plus ouverts et plus pressants en faveur de sociétés plus pluralistes. Les économies qui dépendaient autrefois de modèles rentiers s'efforcent de se recentrer sur le travail productif. En outre, il est important de percevoir les récentes activités et orientations géopolitiques non seulement comme basées sur un vaste concept régional pan-maghrébin, mais plutôt dans le contexte d'Etats-nations maghrébines individuels dynamiques – qui vont bien souvent dans leurs propres directions.

Ces changements politiques et sociétaux se reflètent également dans le monde universitaire, où l'on observe une approche manifestement plus critique à l'égard des terminologies et des perspectives précédemment utilisées (par exemple, El Guabli 2021 ; Hannoum 2021 ; Lafi 2016 ; Laroui 2012). Dans ce contexte, l'établissement du MECAM à Tunis en avril 2020 est un développement notable. Il s'agit du premier et unique centre d'études avancées situé au Maghreb et consacré à cette région, fonctionnant comme une plateforme de recherche et d'échange académique et dont le siège se trouve à l'Université de Tunis. Cette structure de recherche se caractérise par un partenariat germano-maghrébin sur un pied d'égalité, visant à remédier aux asymétries existantes entre les chercheurs, en particulier entre ceux du « Sud/Nord Global ».

L'impact prévu de cette plateforme de recherche germano-tunisienne est ancré dans deux dimensions fondamentales. Premièrement, stratégiquement située dans le Sud global, elle enrichit la coopération scientifique grâce à un cadre dialogique et orienté horizontalement. Deuxièmement, le MECAM joue un rôle proactif en harmonisant son travail avec les normes académiques mondiales, en encourageant l'internationalisation de la recherche et en favorisant les poursuites interdisciplinaires dans la sphère des études maghrébines. Ces principes directeurs catalysent les diverses contributions du MECAM au domaine de la production de connaissances. En incorporant des horizons et des perspectives expérientielles distinctes, le MECAM défie les paradigmes dominants des théorèmes occidentaux, en introduisant de nouvelles voies de recherche. Parallèlement, le projet aborde et rectifie des universalismes insoutenables, étayant son engagement à faire progresser la justice épistémique et à redresser les déséquilibres au sein des arènes de production de connaissances. En outre, le MECAM souligne les apports académiques qui découlent des changements de perspective transformateurs.

De même, le MECAM s'est attelé à la tâche importante de recalibrer les méthodologies et épistémologies scientifiques dans les paysages académiques allemand et maghrébin. Cet esprit pionnier a culminé dans le volume édité *Entanglements of the Maghreb : Cultural and Political Aspects of a Region in Motion* (Dihstelhoff et al. 2021), en tant que manifestation tangible de l'approche du MECAM en matière de production de

connaissances. Le volume offre un aperçu des efforts académiques du projet lui-même, mais résume également la dynamique évolutive de la région dans son ensemble.

BIBLIOGRAPHIE

- Aherdan, Ouzzin (1995), Editorial, in : *Revue Tifinagh : Revue de Culture et de Civilisation Nord-Africaines*, 8, 3–6, https://archive.org/stream/RevueTifinagh/187534014-Tifinagh-n-8_djvu.txt (11.5.2023).
- Bank, André et Jan Busse (2021), MENA Political Science Research a Decade after the Arab Uprisings : Facing the Facts on Tremulous Grounds, in : *Mediterranean Politics*, 26, 5, 539–562.
- Bennis, Said (2009), *The Amazigh Question and National Identity in Morocco*, Paris : Arab Reform Initiative, https://s3.eu-central-1.amazonaws.com/storage.arab-reform.net/ari/2009/07/23171003/Arab_Reform_Initiative_2009-07_Research_Paper_en_the_amazigh_question_and_national_identity_in_morocco.pdf (11.4.2024).
- Chena, Salim (2019), Travailler, échanger, apprendre : L'Algérie dans l'espace régional des mobilités, in : Karima Dirèche (éd.), *L'Algérie au présent : Entre résistances et changements*, Tunis, Paris : IRMC, Karthala, 193–206.
- Dihstelhoff, Julius (2018), Tunisian Politics between Crisis and Normalization, in : *SADA : Middle East Analysis*, Carnegie Endowment for International Peace, 25 Octobre 2018, <https://carnegieendowment.org/sada/77582> (11.4.2024).
- Dihstelhoff, Julius (2019), Unity – Consensus – Reconciliation : The Substance of Tunisia's Elite Compromise – An Analysis of Post-Revolutionary Metaphors, in : Mohammed Eid et Dalia Fahmy (éds.), *Arab Spring : Modernity, Identity and Change*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 235–255.
- Dihstelhoff, Julius et Alexander Lohse (2020), Political Islam as an Ordering Factor ? The Reconfiguration of the Regional Order in the Middle East since the “Arab Spring,” in : Philipp O. Amour (éd.), *The Regional Order in the Gulf Region and the Middle East : Regional Rivalries and Security Alliances*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 29–59.
- Dihstelhoff, Julius, Charlotte Pardey, Rachid Ouaiassa et Friederike Pannewick (éds.) (2021), *Entanglements of the Maghreb : Cultural and Political Aspects of a Region in Motion*, Bielefeld : transcript.
- Dihstelhoff, Julius et Moritz Simon (2023), Power Sharing Processes in Post-Arab Spring Tunisia : From Elite Compromise to Presidential Monopolization, in : Allison McCulloch, Sören Keil et Eduardo Aboultaif (éds.), *Power-Sharing in the Global South : Patterns, Practices and Potential*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 85–120.
- Dirèche, Karima (éd.) (2019), *L'Algérie au présent : Entre résistances et changements*, Tunis, Paris : IRMC, Karthala.
- Dirèche, Karima, Aurelia Dusserre et Nessim Znaïen (2023), *Histoire du Maghreb depuis les indépendances : Etats, sociétés, cultures*, Paris : Armand Colin.
- Dirèche, Karima et Rachid Ouaiassa (2021), Le Maghreb en mouvement, in : Julius Dihstelhoff, Charlotte Pardey, Rachid Ouaiassa, et Friederike Pannewick (éds.), *Entanglements of the Maghreb : Cultural and Political Aspects of a Region in Motion*, Bielefeld : transcript, 35–44.
- Diwan, Ishac, Adeel Malik et Izak Atiyas (2019), *Crony Capitalism in the Middle East : Business and Politics, from Liberalization to the Arab Spring*, Oxford : Oxford University Press.
- El Guabli, Brahim (2021), Where is the Maghreb ? Theorizing a Liminal Space, in : *Arab Studies Journal*, XXIX, 2, 34–47.
- Elsenhans, Hartmut (2001), *Das internationale System zwischen Zivilgesellschaft und Rente*, Münster, Hamburg, London : LIT.
- Galissot, René (2000), *Le Maghreb de traverse*, Saint-Denis : Editions Bouchène.

- Gobe, Eric et Larbi Chouikha (2015), *Histoire de la Tunisie depuis l'indépendance*, Paris : Editions La Découverte.
- Hannoum, Abdelmajid (2021), *The Invention of the Maghreb : Between Africa and the Middle East*, Cambridge : University Printing House.
- Henni, Ahmed (1993), *Le cheikh et le patron : Usages de la modernité dans la reproduction de la tradition*, Alger : Office des publications universitaires.
- Henry, Clement Moore et Robert Springborg (2001), *Globalization and the Politics of Development in the Middle East*, Cambridge : Cambridge University Press.
- Hill, JNC (2011), Islamism and Democracy in the Modern Maghreb, in : *Third World Quarterly*, 32, 6, 1089–1105.
- Lafi, Nora (2016), Historische Perspektiven auf den Maghreb, in : *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 66, 33–34, 4–10.
- Laroui, Abdellah (2012), Le Maghreb est l'idée d'une élite : Propos recueillis par Mostafa Bouaziz et Maâti Monjib, in : *Zamane*, [Casablanca,] 18, 21–44.
- Ouaissa, Rachid (2018), Classes moyennes algériennes, rente et stagnation politique, in : *NAQD*, 36, 1, 121–145.
- Ouaissa, Rachid (2023), Energie, Flüchtlinge, Geopolitik : Die Welt hofiert Nordafrika – aber der Maghreb ist zerrissen, *Tagesspiegel*, 3 Octobre 2023, <https://www.tagesspiegel.de/internationales/energie-fluechtlinge-geopolitik-die-welt-hofiert-nordafrika--aber-der-maghreb-ist-zerrissen-10514680.html> (11.4.2024).
- Rosiny, Stephan et Thomas Richter (2016), *The Arab Spring : Misconceptions and Prospects*, GIGA Focus Middle East, 4, Hamburg : German Institute of Global and Area Studies, <https://www.giga-hamburg.de/en/publication/structural-reform-in-the-arab-gulf-states-limited-influence-of-the-g20> (11.4.2024).
- Storm, Lise (2018), *The PJD : The Vanguard of Democracy in Morocco in the Age of Populism and Authoritarian Entrenchment ?* Houston : Baker Institute for Public Policy.
- United Nations Development Programme (2020), *The Climate Security Nexus and the Prevention of Violent Extremism : Working at the Intersection of Major Development Challenges*, UNDP Policy Brief, New York : UNDP, <https://www.undp.org/publications/undp-climate-security-nexus-and-prevention-violent-extremism> (11.4.2024).
- Wehr, Hans (1968), *Arabisches Wörterbuch*, Wiesbaden : Harrassowitz.
- Willis, Michael J. (2012), *Politics and Power in the Maghreb : Algeria, Tunisia and Morocco from Independence to the Arab Spring*, London : Hurst.
- Wippel, Steffen (2023), Branding the Middle East : A Review of Regional Manifestations of a Global Phenomenon, in : Steffen Wippel (ed.), *Branding the Middle East : Communication Strategies and Image Building from Qom to Casablanca*, Berlin, Boston : De Gruyter, 55–160.

À PROPOS DES AUTEURS

Julius Dihstelhoff est coordinateur académique du Centre international Merian pour les Etudes Avancées au Maghreb (MECAM), à Tunis. Il est également chercheur postdoctoral au département de politique du Centre d'Etudes du Proche et du Moyen-Orient (CNMS) de la Philipps-Universität Marburg. Ses recherches portent sur l'islam politique et la politique étrangère allemande dans le monde arabe depuis le soi-disant printemps arabe, avec un accent particulier sur les processus de transformation et de partage du pouvoir en Tunisie.

E-mail: julius.dihstelhoff@uni-marburg.de

Rachid Ouaisa est directeur du Centre international Merian pour les Etudes Avancées au Maghreb (MECAM). Il est professeur de politique moyen-orientale à la Philipps-Universität Marburg. Ses principaux domaines de recherche sont les développements politiques, économiques et sociétaux au Moyen-Orient et en Afrique du Nord depuis le XIXe siècle, la montée des mouvements islamistes et le rôle des classes moyennes dans la région.

E-mail: ouaissa@staff.uni-marburg.de

Thomas Richter est chercheur principal et responsable du programme de recherche « Responsabilité et participation » à l'Institut d'Etudes sur le Moyen-Orient au sein de l'Institut allemand d'études mondiales et régionales (GIGA) à Hambourg. Au cours de son mandat, d'avril 2020 à juillet 2023, il a également travaillé en tant que rédacteur en chef des MECAM Papers. Ses recherches actuelles portent sur la personnalisation des dirigeants, l'économie politique mondiale, l'ajustement structurel, les déterminants institutionnels des régimes autoritaires et le rétrécissement des espaces civiques. L'expertise de M. Richter s'étend aux petites monarchies du Golfe et à la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

E-mail: thomas.richter@giga-hamburg.de

IMPRINT

The MECAM Papers are an Open Access publication and can be read on the Internet and downloaded free of charge at: <https://mecam.tn/mecam-papers/>. MECAM Papers are long-term archived by MENA-LIB at: <https://www.menalib.de/en/vifa/menadoc>. According to the conditions of the Creative Commons Attribution-NonCommercial-Share Alike 4.0 International Public License (<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/legalcode>), this publication may be freely reproduced and shared for non-commercial purposes only. The conditions include the accurate indication of the initial publication as a MECAM Paper and no changes in or abbreviation of texts.

MECAM Papers are published by MECAM, which is the Merian Centre for Advanced Studies in the Maghreb – a research centre for interdisciplinary research and academic exchange based in Tunis, Tunisia. Under its guiding theme “Imagining Futures – Dealing with Disparity,” MECAM promotes the internationalisation of research in the Humanities and Social Sciences across the Mediterranean. MECAM is a joint initiative of seven German and Tunisian universities as well as research institutions, and is funded by the German Federal Ministry of Education and Research (BMBF).

MECAM Papers are edited and published by MECAM. The views and opinions expressed are solely those of the authors and do not necessarily reflect those of the Centre itself. Authors alone are responsible for the content of their articles. MECAM and the authors cannot be held liable for any errors and omissions, or for any consequences arising from the use of the information provided.

Editor: Dr. habil. Steffen Wippel

Editorial Department: Dr. James Powell, Petra Brandt

Translation from English into French: Prof. Dr. Amel Guizani

Merian Centre for Advanced Study in the Maghreb (MECAM)

GIGA | Neuer Jungfernstieg 21

20354 Hamburg | Germany

<https://mecam.tn>

mecam-office@uni-marburg.de



ميكام
مركز ميربان
للدراسات المتقدمة
في المنطقة المغاربية



MECAM
Merian Centre
For Advanced Studies
In The Maghreb